

[Français]

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT COMMUNIQUERA D'URGENCE AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le Président. En vue de ce qui précède, est-ce que le gouvernement va d'urgence téléphoner à M. Reagan et lui dire que M. Niles n'a pas raison sur les faits qu'il a indiqués au Président?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je pourrais peut-être répondre à la question du député. L'ambassadeur Niles a très bien compris ce que pensent les Canadiens des répercussions de la décision prise par le gouvernement américain au sujet de l'industrie des bardeaux. Il est évident qu'il existe des divergences d'opinion entre les Américains et les Canadiens. Comme je l'ai dit hier, nous évaluerons continuellement les conséquences de cette décision sur les travailleurs de cette industrie et nous prendrons nos décisions en conséquence.

L'EXCLUSION DES DIRIGEANTS DES TERRITOIRES

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, je pose ma question au premier ministre suppléant. Est-il au courant des protestations formulées par les dirigeants des deux gouvernements territoriaux, ceux du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, parce qu'ils ont été exclus des entretiens de lundi au sujet des négociations sur le libre-échange? Est-il au courant? Si oui, comment le gouvernement a-t-il réagi à ces protestations?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne suis pas au courant de ces protestations. Si elles sont reçues, il est certain, comme on peut s'y attendre de moi, qu'elles seront prises en considération.

LES ENCOURAGEMENTS DONNÉS PAR LE MINISTRE RELATIVEMENT À LA PARTICIPATION DANS LES AFFAIRES DU NORD

M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire au vice-premier ministre. Ces protestations ont été reçues au cabinet du premier ministre. Je voudrais savoir comment le vice-premier ministre peut justifier l'exclusion des dirigeants territoriaux de ces entretiens alors que le ministre des Affaires indiennes et du Nord Canadien s'évertue à encourager la participation active dans toutes les affaires qui concernent la population des régions septentrionales.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, autant que je sache, ils prendront part au processus de consultation. Je n'ai jamais ménagé mes efforts par le passé à la Chambre pour assurer que ce processus existe. On peut compter que je présenterai aussi des instances en l'occurrence.

Questions orales

LA LETTRE DE L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il sait certainement que plus de 1,000 travailleurs de l'industrie du bardeau sont maintenant au poste de frontière de Blaine pour protester contre les droits de douane imposés à leur industrie. Ma question porte sur la lettre de M. Niles qui a été publiée dans tous les grands journaux du Canada aujourd'hui et qui dit notamment:

Pour mettre la décision du président dans son contexte, il est utile de noter que cette décision a été prise presque en même temps que les chiffres sur le commerce bilatéral pendant le premier trimestre de 1986 ont été publiés aux États-Unis. Selon ces chiffres, les exportations de produits canadiens aux États-Unis pendant les trois premiers mois de cette année se sont élevées... à 17.3 milliards de dollars.

Puisque l'ambassadeur Niles a fait cette affirmation, qu'est-ce que le ministre des Finances pense de l'idée qu'on se serve de ce prétexte pour imposer un droit de douane de 35 p. 100 sur les bardeaux? Ne pense-t-il pas que cela incitera le secrétaire au Commerce Baldrige à prendre des mesures contre les bois résineux lundi...

M. le Président: À l'ordre. La question est bien longue.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai déjà dit à plusieurs reprises aux États-Unis qu'on faussait la situation en prenant seulement les chiffres sur le commerce des biens entre le Canada et les États-Unis. Le Canada accuse un déficit important au titre des services. Si l'on combine les deux, on obtient des chiffres beaucoup plus équilibrés, qui favorisent quelque peu le Canada, mais pas assez pour justifier une décision comme celle dont le député vient de parler.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE DE COMMUNIQUER AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question supplémentaire au ministre des Finances est celle-ci. Puisque les travailleurs et l'industrie du bardeau ont affirmé qu'ils ne voulaient pas être indemnisés ni par le cabinet ni par la loi commerciale américaine d'une façon détournée quelconque, le ministre conviendra-t-il que tout ce qui reste à faire au gouvernement du Canada, c'est de communiquer avec le président Reagan pour garantir soit qu'il y aura des négociations à ce sujet soit que le droit de douane de 35 p. 100 sera supprimé?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, s'il y a une chose que nous avons bien fait comprendre au gouvernement des États-Unis, c'est que le gouvernement du Canada n'est pas du tout content des décisions prises la semaine dernière...

M. Fulton: Vous ne faites rien!

M. Wilson (Etobicoke Centre): Monsieur le Président, le député dit que nous ne sommes pas prêts à faire quoi que ce soit. Aujourd'hui, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures rencontre le secrétaire Shultz à Halifax. Des représentants du gouvernement du Canada rencontrent ceux des États-Unis à Washington. Nous sommes prêts...